

Recep Tayyip Erdoğan prudent à l'égard de sanctions éventuelles contre l'Iran.

lundi 28 septembre 2009, par [Jean Marcou](#)

Alors qu'il se trouvait aux Etats-Unis pour l'Assemblée des Nations Unies et la réunion du G20, Recep Tayyip Erdoğan a réagi à la révélation de l'existence de la centrale d'enrichissement d'uranium de Qom et aux nouvelles mises en garde adressées à l'Iran par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. Il a notamment appelé à ce que d'éventuelles sanctions contre Téhéran soient mûrement réfléchies avant toute décision définitive et déclaré qu'une intervention militaire serait une « folie ».

Réaffirmant que la Turquie était opposée à la présence d'armes nucléaires au Moyen Orient, le premier ministre turc a ostensiblement rappelé qu'un pays possédait, à sa connaissance, ce genre d'armes dans la région, en pointant implicitement Israël. Il a demandé à ce que l'on oublie pas d'évoquer ce constat dans le contexte actuel, et surenchérit en revenant sur l'intervention israélienne à Gaza de janvier dernier. Observant que les pays, qui dénoncent actuellement l'Iran, possèdent souvent eux aussi l'arme nucléaire, Recep Tayyip Erdoğan a finalement plaidé pour plus « d'honnêteté » à l'égard de l'Iran, sans oublier de souligner au passage le rôle vital qu'aurait la fourniture de gaz iranien pour le projet de gazoduc européen « Nabucco ».

Le chef du gouvernement turc n'a pas manqué non plus de proposer à nouveau les services de son pays pour déminer le dossier iranien. Au cours des dernières années, la Turquie, qui a amélioré ses relations avec l'Iran depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, a souvent fait connaître sa disponibilité pour jouer un rôle de médiateur dans le différend qui oppose Téhéran à la communauté internationale, et plus précisément aux grandes puissances. Mais jusqu'à présent elle n'est pas parvenue à se positionner au cœur des débats. Ainsi, la réunion qui, le 1^{er} octobre prochain, rassemblera l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) plus l'Allemagne, et qui devait initialement se tenir en Turquie, aura lieu finalement à Genève. Interrogé à New York sur le rôle que pourrait jouer, dans cette affaire, la Turquie, Mahmoud Ahmadinejad a certes déclaré que son pays avait d'excellentes relations avec celle-ci, mais n'a pas confirmé qu'il souhaitait qu'Ankara tienne une place privilégiée dans la médiation du conflit actuel. Par le passé, le leader iranien avait d'ailleurs estimé qu'en l'occurrence l'Iran n'avait pas réellement besoin d'un médiateur. Mais, dans le contexte tendu qui prévaut depuis la révélation de l'existence de la centrale de Qom, peut-être changera-t-il d'avis...

Quoiqu'il en soit, la Turquie, qui est actuellement membre non permanent du Conseil de sécurité et au demeurant membre de l'OTAN, pense sans doute qu'il y a là une occasion pour elle de renforcer son image de puissance stratégique aux confins de l'Europe et du Moyen-Orient. Au moment où les grandes puissances occidentales s'emploient à gagner la Russie et la Chine pour faire pression sur l'Iran, on comprend qu'Ankara pense pouvoir mettre à profit ses multiples contacts dans la région et que la diplomatie turque considère qu'elle doit être fortement impliquée dans la recherche d'une solution, mais il n'est pas sûr qu'elle ait ici la taille et les moyens politiques pour devenir l'un des principaux acteurs des développements qui s'annoncent.

JM

[Découvrir les autres articles de Turquie Européenne](#)

Source : Ovipot, le 27.09.09